



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Aline DESTAILLATS, Laurent JAOU, Jean-Pierre RICO.

Ressources Humaines - Rémunération - Instauration du régime indemnitaire pour le cadre d'emplois des infirmiers

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans la continuité du pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a placé la coopération au cœur de son projet politique et s'est notamment engagée dans une démarche de mutualisations avec la Ville de Montpellier, par la constitution de services communs, en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Les services communs gérés par Montpellier Méditerranée Métropole amènent de nouvelles expertises dans ses effectifs. Par ailleurs, compte tenu des éléments présentés en Comité Technique du 12 juin 2018 et face aux difficultés rencontrées dans le recrutement de médecin du travail, la Métropole a fait le choix de recourir au recrutement d'un infirmier.

Aussi, il est proposé, après avis des Comités Techniques des 12 juin et 10 juillet, d'instaurer un régime indemnitaire pour les agents titulaires, stagiaires et contractuels des cadres d'emplois des infirmiers, en application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les primes et indemnités versées seront proratisées pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

L'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler le régime indemnitaire.

Cadre d'emploi des infirmiers :

- Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 90-693 du 1^{er} août 1990) :
Répartition individuelle : 13/1900^{ème} de la somme du traitement indiciaire et de l'indemnité de résidence
- Prime de service (arrêté du 24 mars 1967) :
Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17 % du traitement brut dans la limite du crédit global
- Prime spécifique (décret 88-1083 du 30 novembre 1988) :
Montant mensuel forfaitaire : 90 €

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 mars 1967, la prime de service est modulable en fonction de la manière de servir. Cette modulation sera établie selon les conditions établies chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'attribution de la part complémentaire du régime indemnitaire, instituée par la délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du régime indemnitaire telles que décrites ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47719-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.